



Slovénie

les conditions du succès économique

par Monsieur Jürg Stäubli

Conférence d'ouverture du Forum'96 AIESEC
donnée le 29 janvier 1996
à l'Université de Lausanne

Ljubljana, 25 janvier 1996

Mesdames et Messieurs,

J'ai pour la Suisse une affection toute particulière. Ayant eu la chance de m'y rendre de nombreuses fois déjà, je la connais bien et apprécie toutes ses qualités. Je pense au modèle démocratique qu'elle représente, à sa résistance aux turbulences économiques et à son rayonnement international, mais également à sa beauté et au bien-être que chacun peut y ressentir.

Si j'ai tenu à vous témoigner ici mon amitié, c'est, en plus de ces raisons, pour vous dire ma joie que la République de Slovénie soit à l'honneur de votre manifestation. En effet, la rencontre entre les entreprises qui font l'économie et les jeunes élites qui la feront dans le futur peut seule pérenniser le succès. Nous autres, Slovènes, fondons notre futur et nos projets sur cette rencontre.

Je regrette de ne pouvoir être des vôtres ce soir et remercie par avance mon ami, Monsieur Jürg Staubli, de vous rapprocher un peu de cette nouvelle nation européenne qu'est la Slovénie, en vous présentant son état et ses ambitions, qu'il connaît très bien.

Je souhaite plein succès à tous les participants de votre manifestation et vous prie de croire, Mesdames et Messieurs, à l'expression de mes sentiments distingués.

J. Drnovšek

Plan

1.	Introduction: pourquoi la Slovénie ?	p. 1
2.	Les origines	
2.1.	Quelques repères historiques et politiques	p. 2
2.2.	Les bouleversements politiques récents	p. 3
2.3.	La marche vers l'indépendance	p. 5
3.	L'évolution économique depuis l'indépendance	
3.1.	l'état au moment de l'indépendance	p. 7
3.2.	Le travail effectué et la marche vers l'Europe	p. 9
3.3.	Ce qui fait le succès	p. 11
4.	Reflets économiques récents	
4.1.	Commerce extérieur	p. 14
4.2.	Taux de change	p. 15
4.3.	Politique et tendance des prix	p. 16
4.4.	Salaires	p. 17
4.5.	Marché du travail	p. 18
4.6.	Finances publiques	p. 19
4.7.	Investissements nationaux	p. 20
4.8.	Investissements étrangers	p. 21
4.9.	Monnaie et liquidités	p. 22
5.	Synthèse et projection pour 1996	
5.1.	Position initiale et direction de l'économie politique	p. 23
5.2.	Projection des objectifs du développement économique en 1996	p. 25

1. Introduction: pourquoi la Slovénie ?

Au coeur de l'Europe et au sein même du plus grave conflit qui déchire notre continent depuis déjà cinq ans, la République de Slovénie fait figure tantôt de petit et paisible miracle yougoslave, tantôt d'entité nationaliste provocatrice de ce conflit. Mes liens étroits avec le Premier Ministre de la République de Slovénie m'ont donné l'occasion de côtoyer régulièrement ce peuple, et d'approfondir ainsi ma connaissance de ses motivations intimes et historiquement ancrées, qui l'ont poussé à prendre son destin en mains. Je ne peux et ne veux pas, ici, donner une explication du conflit yougoslave, pour peu qu'il y en ait une et une seule, mais simplement dresser un bilan intermédiaire de cette nouvelle République, principalement du point de vue qui intéresse les économistes que vous êtes.

Pourquoi un bilan intermédiaire? Parce que la Slovénie, indépendante depuis le 25 juin 1991, est à la croisée des chemins. Sortie heureusement très tôt d'une situation de guerre, elle a aujourd'hui pansé ses principales blessures et se rééduque pour mériter, de plein droit et au rang de pair, sa place au sein de la Communauté Européenne et Internationale. A ce titre, et en regard des efforts d'adaptation de ses lois et règlements, particulièrement économiques, au standard européen, la Slovénie doit intéresser la Suisse et ses décideurs - ou futurs décideurs - pour ne pas dire qu'ils pourraient en « prendre de la graine ». C'est, au départ, en faisant ce parallèle que j'ai pensé utile de vous exposer ce sujet aujourd'hui. Et il me plairait beaucoup que vous fassiez aussi ce parallèle en m'écoutant, car cela en vaut la peine: en effet, derrière tous les efforts de cette nouvelle nation, il y a un objectif, qui motive aujourd'hui chaque gouvernement: obtenir, puis maintenir les conditions qui permettent le succès économique.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, j'ai l'honneur de vous faire part du message que M. Janez Dmrovsek, Premier Ministre de la République de Slovénie, a tenu à vous transmettre, sachant que je devais vous rencontrer.

2. Les origines

2.1. Quelques repères historiques et politiques

Sans remonter dans une histoire trop lointaine, il est utile d'évoquer rapidement quelques éléments qui nous aident à comprendre la Slovénie d'aujourd'hui. Une constante tout d'abord: bien qu'étroitement mêlée à l'histoire de l'Europe occidentale, ce pays n'a jamais pu constituer un état indépendant. En effet, après être arrivés vers le sixième siècle sur les territoires qui forment leur nation actuelle, les Slovènes sont passés de la soumission aux Rois de Bavière à celle des envahisseurs hongrois, puis des Habsbourgs. Au début de ce siècle, la Slovénie et la Croatie sont sujets de la double monarchie austro-hongroise.

Alors que la Bosnie-Herzégovine est autrichienne, les Serbes profitent de l'affaiblissement des Turcs en 1912 pour conquérir les derniers territoires en mains d'ennemis. Submergés en 1914 par les Austro-Hongrois, ils repartent à l'assaut et portent le coup de grâce à l'Empire en septembre 1918. Cette même année, les Slovènes intègrent le royaume serbe, croate et slovène qui prend naissance, sans que les parties se soient mis d'accord sur la forme de leur union: Etat centralisé ou Fédération? Pour ce qui concerne les terres peuplées de Slovènes, environ un tiers d'entre elles restent encore sous domination étrangère, italienne ou autrichienne. Pendant dix ans, le Royaume tente de survivre malgré l'absence d'un consensus politique. En plein désordre général, le Roi Alexandre 1er proclame sa dictature personnelle en 1929 et baptise le royaume «Yougoslavie» pour faire disparaître les anciennes nations. Il impose un système d'élections parlementaires qui empêche les slovènes et croates d'accéder au pouvoir. Pour les Slovènes et les Croates, la Yougoslavie (littéralement Slavie du Sud) signifiait avant tout un retour dans leur famille Slave, après la domination des germains. Mais bien loin d'une libération, ils assistent à une serbisation de ce régime parlementaire.

Cette mise à pied des Croates et des Slovènes attise bien entendu les passions extrémistes, et sert la cause de pays frontaliers comme l'Italie et la Hongrie, qui revendiquent chacune des parcelles de territoire yougoslave. En 1934, le roi Alexandre tombe sous le feu de terroristes basés dans une Italie fasciste. Sa mort

ouvre théoriquement la voie de l'apaisement entre nationalités yougoslaves. Mais bien que Croates et Slovènes retrouvent quelques parcelles de pouvoir, il est déjà trop tard car la deuxième Grande Guerre éclate. La Yougoslavie ayant rapidement capitulé, les Allemands annexent le Nord de la Slovénie et laissent le Sud à l'Italie. Libérée en 1945 par les partisans de Tito, elle est intégrée dans la nouvelle et très communiste Fédération Yougoslave. En 1947, puis 1954, la Slovénie récupérera certains territoires (Frioul et Trieste au sud) annexés par l'Italie au lendemain de la première Guerre Mondiale, pour se trouver dans l'état où on la connaît avant la désintégration de la Yougoslavie il y a cinq ans.

2.2. Les bouleversements politiques récents

Si l'indépendance de la Slovénie est parfois considérée - à tort - comme étant à l'origine de la guerre en Yougoslavie, c'est peut-être parce que cette République a depuis longtemps été à l'avant-garde des changements.

C'est en Slovénie en 1989 que le premier parti politique indépendant a vu le jour depuis la prise de pouvoir par le parti communiste. Si cette nouvelle donne n'abat pas, et de loin, l'implantation des communistes, elle permet cependant d'instaurer le principe d'élections pluralistes et véritablement concurrentielles. Elle indique par ailleurs une situation libéralisée de l'expression politique en général, sous une pression importante de la population. A la veille de l'éclatement en Yougoslavie, c'est effectivement dans la presse slovène que l'on a pu lire les articles les moins censurés, parfois les plus provocateurs. Et si les Slovènes, bien que n'ayant jamais été indépendants avant 1991, ont toujours maintenu une véritable entité nationale, c'est qu'une origine culturelle commune a été soigneusement entretenue. La place de la littérature slovène a toujours été importante, au point de cimenter cette identité d'un peuple qui n'acceptera jamais de voir ses prérogatives bafouées. Ainsi, lorsque le gouvernement central a voulu restructurer le système scolaire en unifiant les programmes, ce sont les Slovènes qui, avant les autres, ont jeté le projet aux orties parce qu'il risquait d'effacer leurs spécificités culturelles. Et dans l'histoire récente, tous les risques de centralisation seront systématiquement combattus. Faut-il pour autant en conclure qu'il s'agit là de nationalisme pur et dur? Les Suisses, chantres du fédéralisme, sauront modérer ce point de vue.

2.3. La marche vers l'indépendance

A peine élu, le nouveau gouvernement slovène n'a qu'une priorité, *assurer le succès économique*, et par conséquent le bien-être de son peuple, qu'il ne voit possible que par la mise en place d'une économie de marché. Dès lors, les événements vont s'accélérer: ne voyant pas dans la Fédération yougoslave le moyen de réaliser rapidement cette ambition, il décide de reprendre le contrôle du système économique et politique des mains du pouvoir Fédéral. La situation yougoslave devient à ce moment de plus en plus chaotique. En janvier 1990, lors du 14ème congrès de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, convoquée dans le but de mettre sur pied une nouvelle démocratie yougoslave, les Slovènes voient se dessiner à nouveau le spectre d'une serbisation qu'il ont déjà bien connue. La délégation slovène quitte rapidement le Congrès, suivie de celle de Croatie. Cet événement marque symboliquement la cassure qui va mener à la sécession. Le 20 février 1991, le parlement annonce que l'indépendance de la Slovénie va prendre effet au 25 juin 1991.

Deux jours plus tard, les chars yougoslaves partent sur le front slovène. A priori, il paraît alors évident que la petite Slovénie va se faire écraser par la grande armée serbo-yougoslave. C'était sans compter sur les miliciens slovènes qui, sur le modèle d'une milice armée comme la nôtre en Suisse, vont ressortir leur arme et offrir une résistance très inattendue. Le déséquilibre des forces, en faveur de l'armée fédérale, va en effet être compensé par une défense dite populaire, basée sur le modèle utilisé lors de la deuxième guerre mondiale: une résistance de guérilla s'organise, qui effectue un travail de sabotage des communications, d'isolement des points d'ancrage de l'armée fédérale, sans compter que l'armée fédérale comptait de nombreux Slovènes dans ses rangs! L'armée yougoslave fut ainsi contrainte de se retirer, et la guerre prit rapidement fin en Slovénie.

Mais sur le plan politique, la fin de la guerre en Slovénie n'a été possible que grâce au succès de négociations menées à Belgrade tout d'abord, puis sur l'île de Brioni, aujourd'hui territoire croate. Ces discussions furent menées par Janez Drnovsek pour le compte de la Slovénie, face aux représentants serbes. Un accord fut conclu, principalement parce que la Slovénie n'a que peu de minorités nationales sur son

territoire, et n'intéressait donc pas la Serbie de ce point de vue. Mais la menace de réactions de la communauté internationale, Janez Drnovsek s'étant assuré leur soutien, dissuada les serbes de tenter une invasion de la Slovénie.

Sur la base de ce rapide panorama historique, nous percevons mieux l'enracinement des motivations du peuple slovène vers l'indépendance. Et à ceux qui maintiennent que les Slovènes ont déclenché la guerre de Yougoslavie, je réponds que c'est la désintégration de la Yougoslavie, avec la menace dictatoriale des Serbes, qui a poussé les Slovènes à rechercher les bases démocratiques d'une nouvelle prospérité nationale à l'extérieur de l'ancienne Fédération. Quitter la Yougoslavie, pour les Slovènes a été le premier pas vers une intégration à l'Europe moderne, à la Communauté Européenne.

3. L'évolution économique depuis l'indépendance

3.1. L'état au moment de l'indépendance

S'il a fallu, depuis 1991, que la Slovénie se donne les moyens de son indépendance économique, il faut bien avouer qu'elle bénéficiait de données avantageuses au départ. Comparons quelques indicateurs économiques entre les Républiques de Yougoslavie en 1990, juste avant l'indépendance:

Part des régions dans le total	Yougoslavie	Slovénie	Croatie	Serbie			Bosnie-Herzégovine	Monténégro	Macédoine
				Serbie sans provinces autonomes	Voïvodine	Kosovo			
Population	100	8,1	19,8	24,6	8,6	8,3	18,9	2,8	8,9
Produit social *	100	18,2	25,5	23,2	11	2,1	12,4	1,9	5,7
Production industrielle *	100	20,4	22,6	22,8	10,8	2,2	13,3	1,8	6,1
Production agricole *	100	7,6	21,3	25,3	23,8	4,2	9,4	1,1	7,3
Investissements **	100	19,4	22,7	29,4	7,5	1,5	14,3	1,6	3,6
Exportations	100	28,8	20,5	20,8	8,3	1,3	14,4	1,6	4,1
Importations	100	25,2	23,6	21,2	11,5	1,1	10,1	1,2	6,1
Produit social par habitant en dinars *	9 347	20 651	12 002	8 778	11 845	2 436	6 193	6 809	5 980
Salaire mensuel moyen en dinars	4 253	5 657	4 786	4 167	4 184	2 345	3 382	3 203	3 188

* en 1989.

** sans le secteur privé.

Sources: Annuaires statistiques de la Yougoslavie 1991, tableau publié par *Le Courrier des pays de l'Est*, Paris, La Documentation française, novembre 1991.

Nous voyons clairement que la Slovénie était déjà la République la plus « riche », avec un produit social par habitant jusqu'à huit fois plus élevé que le Kosovo, la plus pauvre des Républiques. Si la Slovénie est riche, c'est parce qu'elle est industrialisée. Avec 8 % de la population, elle totalisait plus de 15% du revenu national. Avec plus de 10'000 US dollars par habitant, c'était le pouvoir d'achat le plus élevé de tout le bloc de l'Est.

Cette situation quelque peu privilégiée est cependant gravement menacée au début de la guerre de Yougoslavie. La Fédération étant en déconfiture, son économie s'effondre très rapidement, laissant exploser ses indices annuels d'inflation à plus de 1000%. Dans une telle situation, même la Slovénie dorée est prête à sombrer. Mais le gouvernement, après avoir déclaré son indépendance politique, va très vite mettre en oeuvre son indépendance économique, avec la création d'une monnaie

convertible en octobre 1991, le Tolar (nom proche du thaler austro-hongrois, lui-même ancêtre étymologique du Dollar...). Malgré une situation générale encore instable, le Tolar parvient à garder une certaine stabilité face aux références monétaires européennes, et particulièrement le Mark allemand. Le taux d'inflation est en outre maîtrisé à 20%, ce qui paraît déjà être une très bonne performance à ce moment là.

Sur le plan monétaire donc, la situation est relativement stable au lendemain de l'indépendance. La difficulté la plus importante survient avec la dégradation générale des échanges commerciaux. En effet, les principaux partenaires font défaut: le bloc de l'Est de façon générale, avec l'ex-URSS en particulier et surtout les Républiques yougoslaves qui s'enfoncent dans le conflit armé. Il s'en est suivi une chute de 15% du revenu national brut, et surtout une flambée du taux de chômage, qui passe de 1 à plus de 12%, avec environ 100'000 personnes sans emploi.

D'autres sujets importants restent préoccupants au moment de l'indépendance. Si la Slovénie assume 90% de sa consommation énergétique, grâce à une raffinerie reliée au pipe-line de l'Amitié (accord de troc avec la Russie), et peut donc continuer à assurer sans problèmes son approvisionnement, certains domaines menacent l'équilibre par les réformes qu'ils subissent. L'un des plus conséquents sur le plan économique est la loi de redistribution des biens des anciens possédants, qui redonne à la propriété des allures démocratiques, mais impose que cette redistribution ne se transforme pas en anarchie. Ce point est symptomatique du type de défis que doit relever le nouvel Etat. En effet, il ne suffit pas jeter précipitamment dans le circuit des bribes de marché libéral, il faut aussi offrir la structure économique et politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, apte à gérer ces changements. Comme le diraient les parents à leurs enfants, il ne suffit pas d'être riche, encore faut-il savoir investir, respectivement consommer... En résumé, la petite Slovénie se trouve en 1991 devant toutes les promesses, mais devant toutes les difficultés aussi.

3.2. Le travail effectué et la marche vers l'Europe

Aujourd'hui, on peut dire que les défis de l'indépendance ont été relevés. Si on observe les chiffres-clés de la Slovénie comparés à des pays dont on a déjà reconnu la réussite de la transition vers une économie de marché, comme la Hongrie ou la Tchéquie, les résultats parlent d'eux-mêmes:

	Croissance (1995)	Inflation (1995)	Chômage (1995)	PNB par habitant* (en francs suisses) 1995, estimations
République tchèque	4,5%	9,6%	3,2%	10 000.-
Slovénie	6%	10%	12,7%	10 500.-
Pologne	6,5%	20%	16%	6 500.-
Hongrie	3%	28%	10,4%	8 150.-
Estonie	6%	22%	3,5%	8 920.-
Slovaquie	5%	10%	14,8%	8 400.-
Lettonie	1%	23%	6,5%	6 730.-
Lituanie	5%	30%	6,6%	4 100.-
Bulgarie	3%	50%	12,8%	4 850.-
Roumanie	4%	30%	10,9%	3 800.-

Source: NQ

Le rapport le plus intéressant à relever est celui de l'inflation face à la croissance, qui est le plus performant. Le PNB par habitant, de 10'500 francs suisses est aussi remarquable. Seul point noir qui reste au tableau: le chômage, trop élevé, même si ces taux sont connus ailleurs en Europe...

L'Europe! Nous l'avons dit plus tôt, c'est l'entrée dans l'économie de marché européenne que les Slovènes ont avant tout cherché à travers l'indépendance, pour ne pas dire l'entrée dans la Communauté Européenne. Ce qu'il n'a pas été possible de faire dans l'ex-Yougoslavie, la Slovénie veut le faire avec l'Europe. Aucune demande d'adhésion n'a pour l'instant été déposée, me direz-vous, alors de quelle entrée en Europe parle-t-on? Il faut savoir que la Slovénie a été la première et la seule République de l'ex-Yougoslavie à signer, dès 1993, un accord de coopération avec l'Union Européenne. La marche européenne aurait donc vite pris un essor concret, si un différend important avec l'Italie n'était venu le bloquer. En effet, l'Italie conteste aujourd'hui à la Slovénie des propriétés italiennes nationalisées du temps de la Yougoslavie, et conditionne l'avancée européenne de la Slovénie à la résolution de ce conflit. Cette entrave paraît d'autant plus déplacée que la Slovénie,

nous l'avons vu, est le pays le plus proche des critères européens, plus que la Hongrie et que la Tchéquie. Mieux encore, il est plus proche de certains critères de Maastricht pour l'union monétaire, contrairement à d'autres pays déjà membres de l'union, particulièrement - et cela mérite d'être souligné deux fois - grâce à son équilibre budgétaire, puisque le gouvernement slovène vient de faire adopter par le Parlement un budget pour 1996 sans déficit ! A noter également, la dette extérieure relativement faible, puisque son service ne représente que 15% du PIB, contre près de 75% pour la Hongrie, par exemple.

La Slovénie s'intègre économiquement de fait à l'Union Européenne. Par la nécessité de trouver des marchés de substitution face aux défaillances des autres républiques yougoslaves et de l'ex-URSS, elle a accru ses échanges vers l'ouest. L'Allemagne est le plus gros partenaire, avec un tiers des échanges extérieurs, l'Italie, la France et la Croatie sont les autres principaux partenaires. D'autre part, plus du tiers des investissements étrangers viennent de pays de l'Union Européenne, les plus importants étant l'Autriche et l'Allemagne avec respectivement 20.4% et 19.6% des investissements. Le principal secteur concerné par ces chiffres est celui de l'industrie, secteur traditionnel pour la Slovénie comme nous l'avons évoqué. Ainsi de nombreuses sociétés ont déjà implanté des usines en Slovénie, comme par exemple Renault France, Citroen, Siemens, Bosch et Iveco, ou encore IBM et Pepsi-Cola pour ne citer quelques-uns des noms les plus connus. Les principaux secteurs industriels concernés sont les équipements de transport, le papier (nombreuses forêts en Slovénie), l'énergie, les équipements industriels et les transports.

Mais comment la Slovénie, qui ne compte que 2 millions d'habitants, pour une surface de 20'000 km², dont bien peu de gens connaissent jusqu'à l'existence il y a encore cinq ans, a-t-elle pu prendre une telle place en Europe? Nous tentons ici d'apporter quelques éléments qui aident à comprendre quelles ont été les conditions de ce succès économique qui nous intéresse.

3.3. Ce qui fait le succès

Les statistiques ont montré que près de 85% des investisseurs étrangers sont satisfaits des résultats obtenus, et deux tiers d'entre eux déclarent avoir atteint totalement leurs objectifs de départ! Dans un marché libre, il faut être bon et savoir choisir les bons partenaires. Parmi les raisons qui ont attiré les investisseurs étrangers, nécessaires au développement de la nouvelle Slovénie, on trouve la qualité des entreprises slovènes partenaires, la fiabilité du personnel et la qualité du management, les hautes capacités techniques, l'expérience mais aussi la tradition, l'efficacité des programmes de production et d'exportation. Ainsi, lorsque des partenaires étrangers ont d'abord fait une approche prudente de collaboration avec une entreprise slovène, avant de décider d'investir massivement, celle-ci a toujours été positive et a encouragé les partenaires à aller plus loin.

Mais au-delà de ces performances, qui paraissent traditionnellement banales seulement à ceux qui ne les ont pas réalisées, l'environnement légal, et donc la volonté politique de rendre possible une action de développement et d'offrir aux acteurs économiques les moyens d'agir, restent l'élément nécessaire et indispensable. Cette volonté, le gouvernement du Premier Ministre Drnovsek a montré depuis le début de son action qu'il l'avait. Loin d'avoir une fonction d'obstacle, l'environnement légal et les structures institutionnelles offrent en effet en Slovénie, au contraire de trop nombreux pays, des facilités et des avantages remarquables.

De nombreux exemples permettent de le prouver. Le principe de « traitement national », par exemple, offre la garantie que les investisseurs étrangers sont traités de la même façon que les entités économiques nationales: mêmes avantages, mêmes contraintes, que ce soit pour l'importation, l'exportation, les règlements de travail, etc. De plus, aucune restriction n'est posée quant à la nature des investisseurs. Personne morale ou physique, tout le monde peut exister en Slovénie, quel que soit son lieu de résidence. Aucun secteur économique n'est interdit ou protégé, tous sont ouverts aux capitaux étrangers. Quant aux taxes, la Slovénie offre un impôt sur le bénéfice de seulement 30%, parmi les plus bas en Europe, sans

compter diverses exemptions proportionnelles aux investissements. L'investisseur étranger a en outre une totale liberté pour rapatrier ou transférer ses profits.

Pour parler de la forme légale des entreprises, il serait trop laborieux de rentrer ici dans tous les détails, mais nous pouvons donner un exemple comparé à notre droit, comme la possibilité de fonder une société à responsabilité limitée par une seule personne. Mais la caractéristique la plus importante est l'effort de compatibilité européenne et internationale de toutes les normes mises en place. Celles-ci sont toutes pensées et appliquées dans un souci de clarté et d'ouverture. Ainsi, malgré la proximité d'une guerre et l'instabilité de la région en général, la Slovénie a su créer, maintenir et garantir un environnement apte au développement. Sur cette base, les acteurs économiques trouvent la sûreté nécessaire à leur action, sans voir celle-ci entravée par des obstacles administratifs.

Plus loin que les lois et leur application, l'action du gouvernement porte sur la promotion du pays de façon plus générale. Par exemple, en 1995, la promotion touristique à l'extérieur du pays bénéficia de nombreux efforts, concrétisés par 28 apparitions officielles dans des foires internationales, 249 visites organisées sur place pour des journalistes étrangers, plus de 200 circuits touristiques offerts aux opérateurs du monde entier, sans compter un effort publicitaire important sous diverses formes. En 1994, les nuitées ont augmenté de 123% par rapport à l'année précédente. Bien sûr la progression de ces résultats ont été freinés par la proximité de la guerre en ex-Yougoslavie, mais tous les espoirs sont permis pour les années à venir, les infrastructures étant déjà en place.

Le programme slovène de recherche fait également partie intégrante de la promotion nationale. Le gouvernement a ainsi mis une priorité sur le développement de la recherche fondamentale entre autres, dans le but de garantir le développement technologique à long terme nécessaire à attirer les grandes sociétés consommatrices de cette plus-value. A travers cette démarche, c'est évidemment tout le système d'enseignement supérieur qui se développe, sur une base destinée à rivaliser avec les grandes écoles qui font autorité sur le plan international. L'objectif du gouvernement est d'arriver à allouer 2.5% du PIB à la recherche d'ici l'an 2000. Parallèlement, tout un système institutionnel se met en place pour garantir la

surveillance des activités développées et permettre une juste distribution des subsides. Au-delà du développement interne, des programmes bilatéraux, ainsi qu'une coopération internationale existent déjà pour certains programmes de recherche communs.

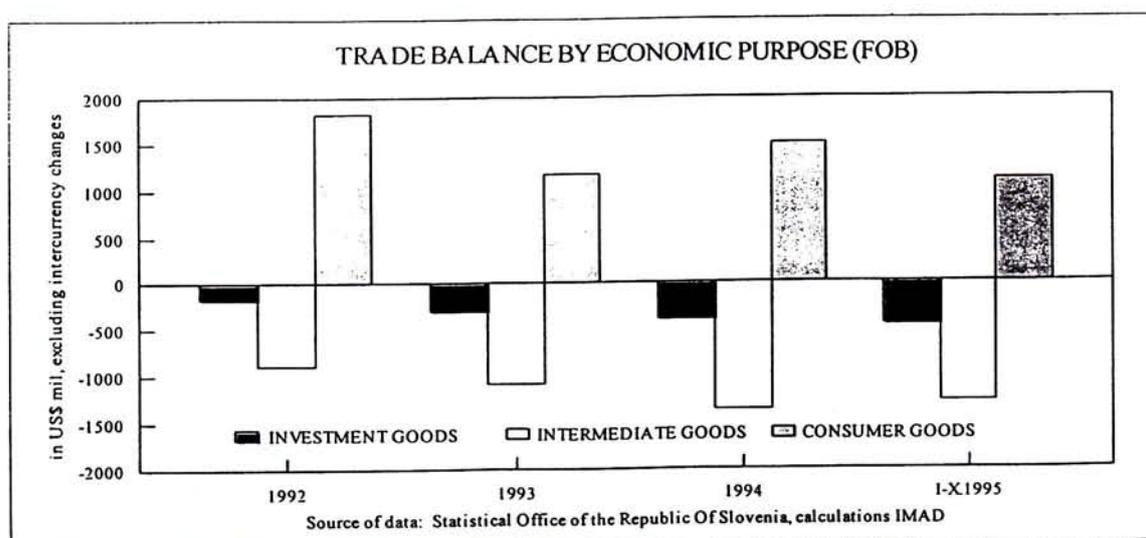
Est-ce la jeunesse du pays ou celle des membres de son gouvernement? En tous les cas, l'équipe dirigeante de la Slovénie a fait preuve, depuis son accession au pouvoir, d'un dynamisme qu'envieraient certains membres de Conseils d'Administration de sociétés privées. Vu de l'intérieur, je peux en effet vous certifier que l'esprit qui règne au sein de l'équipe gouvernementale, insufflé par son Premier Ministre, correspond plus à ce que nous appelons l'esprit d'entreprise qu'à certains autres modes de gouvernements consensuels.

Le résultat? Les slovènes l'ont déjà proclamé, puisque plus de 57% de la population approuve la politique du gouvernement (sondage du 22 janvier 1996), et près de 70% des citoyens font confiance à la personne du Premier Ministre Janez Drnovsek. Un pareil taux de satisfaction doit en faire rêver certains... Le gouvernement actuel doit maintenant faire face aux prochaines élections parlementaires, et garantir une nouvelle coalition qui lui permette de continuer son action.

4. Reflets économiques récents (décembre 1995)

4.1. Commerce extérieur

En 1995, la croissance des importations de biens a continué à dépasser celle des exportations, mais la différence s'est amoindrie. Par rapport à 1994, les exportations mesurées en US\$ ont augmenté d'environ 25% et les importations de plus de 30%. Près de 70% du commerce de biens a été réalisé avec l'Union Européenne, tandis que le déficit commercial atteignait près de US\$ 670 millions. L'Allemagne, l'Italie, la France, l'Autriche et la Grande-Bretagne sont les partenaires de l'Union Européenne les plus importants, monopolisant plus de 90% du trafic UE-Slovénie. Le partenaire local le plus important de la Slovénie reste la République Tchèque. A noter que la balance commerciale avec les pays de l'ex-Yougoslavie a totalisé un surplus de près de US\$ 450 millions (US\$380 en 1994). La Croatie reste pour la Slovénie le troisième partenaire le plus important après l'Allemagne et l'Italie.

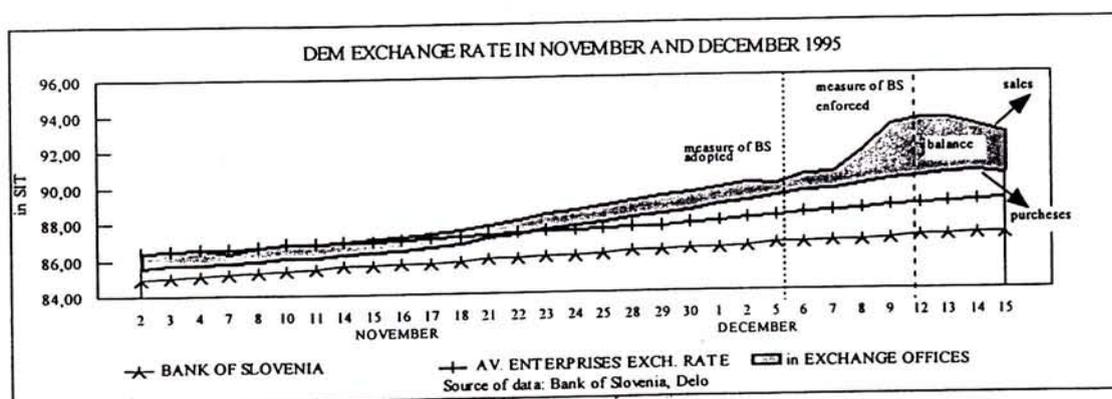


Structure of Slovene foreign trade of goods, in %	1992 total	1993			1994			I-X 1995		
		export	import	total	export	import	total	export	import	total
CEFTA	4.0	4.3	5.1	4.7	4.5	6.2	5.4	4.8	6.7	5.8
Czech Rep.	1.6	1.0	1.9	1.5	1.2	2.4	1.8	1.5	2.6	2.1
Slovakia		0.4	0.4	0.4	0.4	0.8	0.6	0.6	0.9	0.8
Hungary	1.7	1.4	2.5	2.0	1.4	2.6	2.1	1.4	2.8	2.1
Poland	0.7	1.4	0.2	0.8	1.4	0.3	0.8	1.3	0.4	0.8
Developed Countries	66.9	70.5	74.4	72.5	72.5	78.3	75.5	73.6	78.1	76.0
EU	52.6	57.4	55.7	56.5	59.3	57.1	58.1	67.5	68.9	68.2
States of former YU	21.3	15.8	10.7	13.2	15.2	8.0	11.5	14.4	7.1	10.6
Other Countries	7.8	9.4	9.8	9.6	7.7	7.5	7.6	7.2	8.1	7.6
Russia	2.0	4.1	3.1	3.6	3.9	2.0	2.9	3.5	2.6	3.0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source of data: Statistical Office of the RS

4.2. Taux de change

Avec les cycles d'appréciation et de dépréciation du Tolar, la balance courante a aussi fait l'objet d'oscillations. En 1995, le surplus de la balance des paiements (environ US\$ 200 millions) a été plus bas qu'en 1994 (US\$460 millions), ceci étant avant tout le résultat de la valeur élevée du tolar. L'appréciation du tolar a causé la chute des prix d'achat de biens importés, mais a provoqué en même temps un recul de la croissance des exportations (due à leur faible rentabilité), tandis que les importateurs augmentaient leur demande de devises étrangères. Cette appréciation du taux de change réel met les exportateurs dans l'impossibilité de supporter les coûts domestiques payés en tolar, alors qu'une dépréciation menacerait l'épargne et les espoirs d'une inflation maîtrisée. Pour maîtriser des oscillations cycliques journalières et trop fréquentes, la banque centrale a imposé une régulation hebdomadaire des taux dans les bureaux de change.

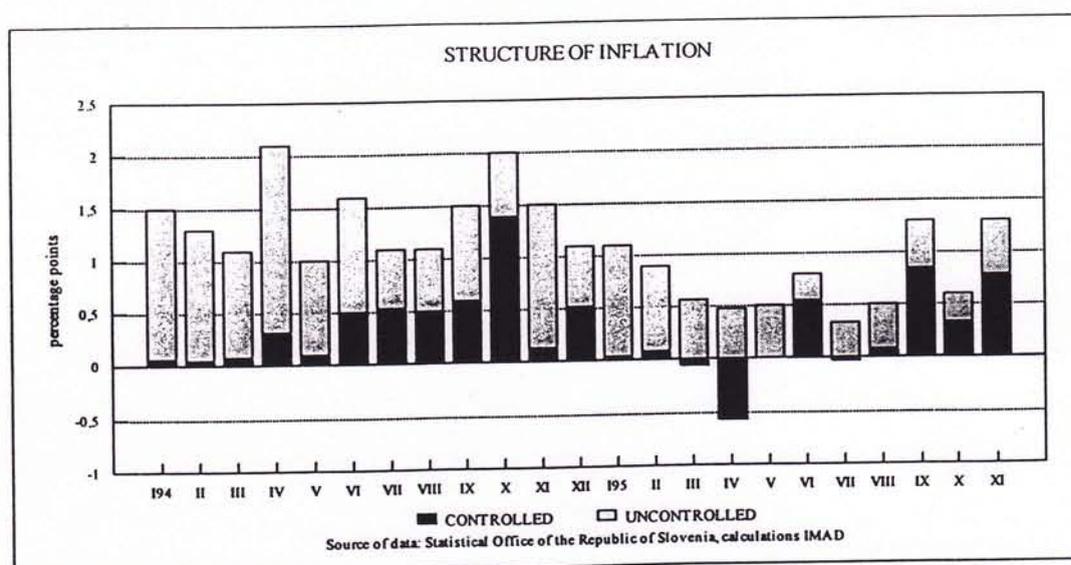


DEM exchange rate in SIT	Middle rate, BS	Exchange rate				
		Enterprises		Exchange Offices, average rate		
		purchases	sales	purchases	sales	balance
Average in November	85.73	86.93	87.42	86.87	87.66	0.79
friday, 1. XII 1995	86.43	87.75	88.20	88.89	89.83	0.94
saturday, 2. XII 1995	86.50	87.90	88.30	89.05	90.04	0.99
tuesday, 5. XII 1995	86.63	88.00	88.40	89.28	90.00	0.72
wednesday, 6. XII 1995	86.70	88.15	88.50	89.51	90.47	0.96
thursday, 7. XII 1995	86.73	88.30	88.65	89.64	90.61	0.97
friday, 8. XII 1995	86.77	88.40	88.75	89.90	91.79	1.89
saturday, 9. XII 1995	86.84	88.50	88.85	90.17	93.16	2.99
tuesday, 12. XII 1995	86.97	88.60	88.95	90.31	93.50	3.19
wednesday, 13. XII 95	87.04	88.70	89.05	90.48	93.55	3.07
thursday, 14. XII 1995	87.08	88.79	89.13	90.58	93.12	2.54
friday, 15. XII 1995	87.12	88.87	89.22	90.43	92.67	2.24
Average 1.-15.XII	86.80	88.36	88.73	89.84	91.70	1.86

Source of data: Bank of Slovenia, Delo

4.3. Politique et tendance des prix

En décembre 1995, l'inflation annuelle de 8.6% était de 0.5 points plus basse qu'en novembre et 0.7 points qu'en octobre. En novembre, une partie de l'inflation mensuelle est due à l'augmentation du tarif hivernal d'électricité pour la consommation domestique. Dans les douze derniers mois, l'augmentation des prix dans les secteurs sous contrôle du gouvernement ont contribué pour 2.7 points à l'inflation, contre 2.1 points l'année précédente. L'influence du gouvernement sur les prix de détail a été importante ces derniers mois, notamment avec une augmentation des assurances voiture de 9.5%.

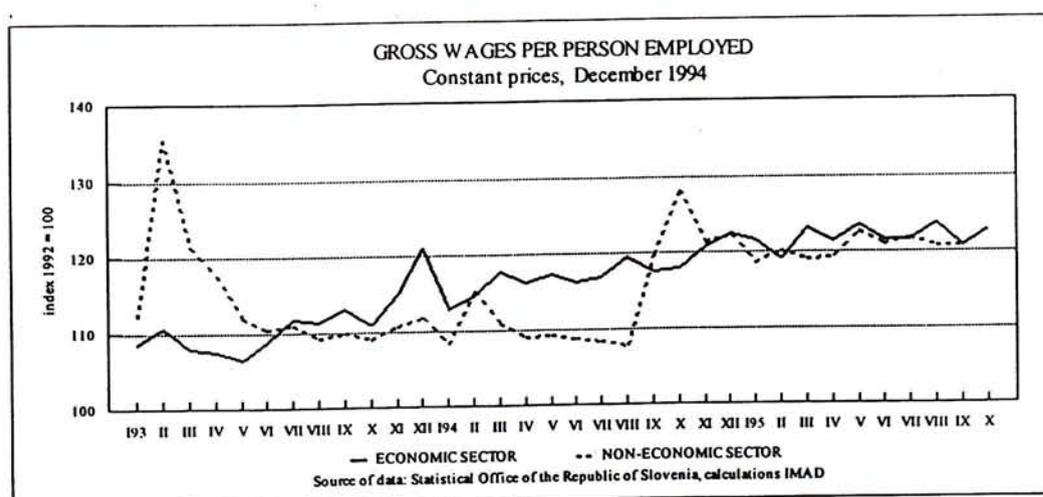


Growth in Prices and Purchase Cost of Intermediate Goods, in %	XI 1995 / X 1995		XI 1995 / XII 1994		I-XI 95/ I-XI 94 ³	
	prices	costs	prices	costs	prices	costs
Primary sector	2.0	1.4	7.2	6.6	15.8	14.4
Energy sector	6.1	3.6	3.0	7.1	15.9	17.2
Manufacturing	7.0	1.1	7.0	7.4	11.8	13.1
Services, total	0.9	0.9	9.9	8.6	15.4	13.9
Production services	1.0	1.0	10.2	7.9	14.9	13.1
Business services	0.6	0.7	9.8	9.7	14.5	14.4
Public services	0.8	0.8	9.1	9.4	16.9	15.1
Economic sector	1.1	1.1	8.1	7.9	13.7	13.7
Tradable sectors ¹	0.8	1.1	7.8	7.4	13.0	13.8
Nontradable sectors ²	1.6	1.2	8.6	8.7	15.1	13.3

Source of data: Calculated by the use of input output price model based on input output table by Statistical Office of the Republic of Slovenia *Notes:* ¹ sectors which export or import an above average proportion of their output, ² sectors that are neither above average exporters nor importers, ³ cumulative indicators are calculated using cumulative indices

4.4. Salaires

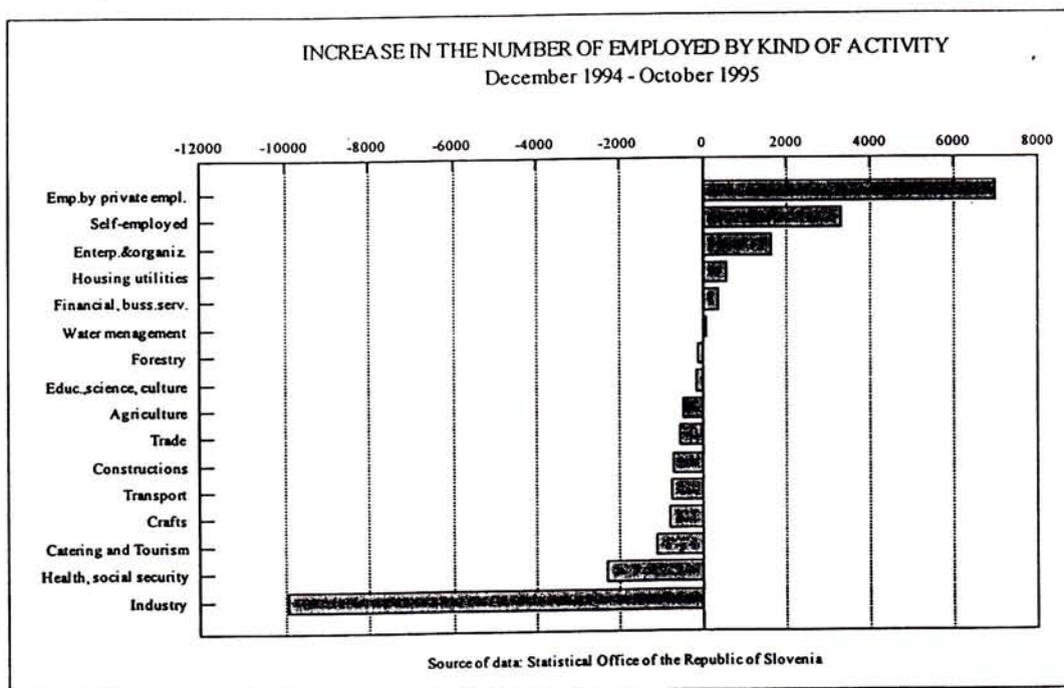
En octobre, le salaire brut nominal par employé a augmenté de 2.7% par rapport au mois précédent, et de 2.1% en termes réels. C'est un record puisqu'en 1994 il était resté constant et avait reculé en 1993. Cette augmentation n'est toutefois pas une surprise, puisqu'un amendement sur une Convention des salaires, adopté en novembre, était déjà prévu. La croissance réelle annuelle des salaires est moins grande en 1995 qu'en 1994, mais toujours trop élevée par rapport à l'objectif recherché. Le départ en 1996 est d'autant plus difficile que cette croissance est élevée, puisque la moyenne calculée en début d'année (sur peu de mois) est forcément plus sensible que celle des derniers mois de l'année précédente.



	wages in SIT	in nominal terms		in real terms	
		X 1995/ IX 1995	X 1995/ av. 1994	X 1995/ IX 1995	X 1995/ av. 1994
Gross wage per person employed					
total	115,132	2.7	21.7	2.1	5.8
economic sector	107,410	2.7	20.3	2.1	4.6
non-economic sector	138,278	2.7	23.8	2.1	7.7
Net wage per person employed					
total	73,232	2.6	21.9	2.0	6.0
economic sector	69,035	2.7	20.8	2.1	5.1
non-economic sector	85,811	2.4	23.3	1.8	7.2
<i>Source of data: Statistical Office of the Republic of Slovenia</i>					

4.5. Marché du travail

La baisse des emplois enregistrés s'est arrêtée en octobre 1995. Le nombre d'employés de s'est encore effrité que dans l'industrie (-0.3%), l'exploitation forestière (-0.6%), la restauration et le tourisme (-0.2%) et la santé (-0.5%). L'emploi dans le secteur privé des petites entreprises a continuer à augmenter fortement. Comme on le voit sur le graphique ci-dessous, l'embauche dans ce secteur a compensé pour quatre-cinquième la chute de l'emploi dans les entreprises de plus de trois personnes. L'office national de l'emploi a relevé qu'en 1995 la proportion de chômeurs retrouvant un emploi a été plus modeste qu'en 1994, et la plupart des contrats signés l'ont été sur une base d'engagement à durée déterminée.

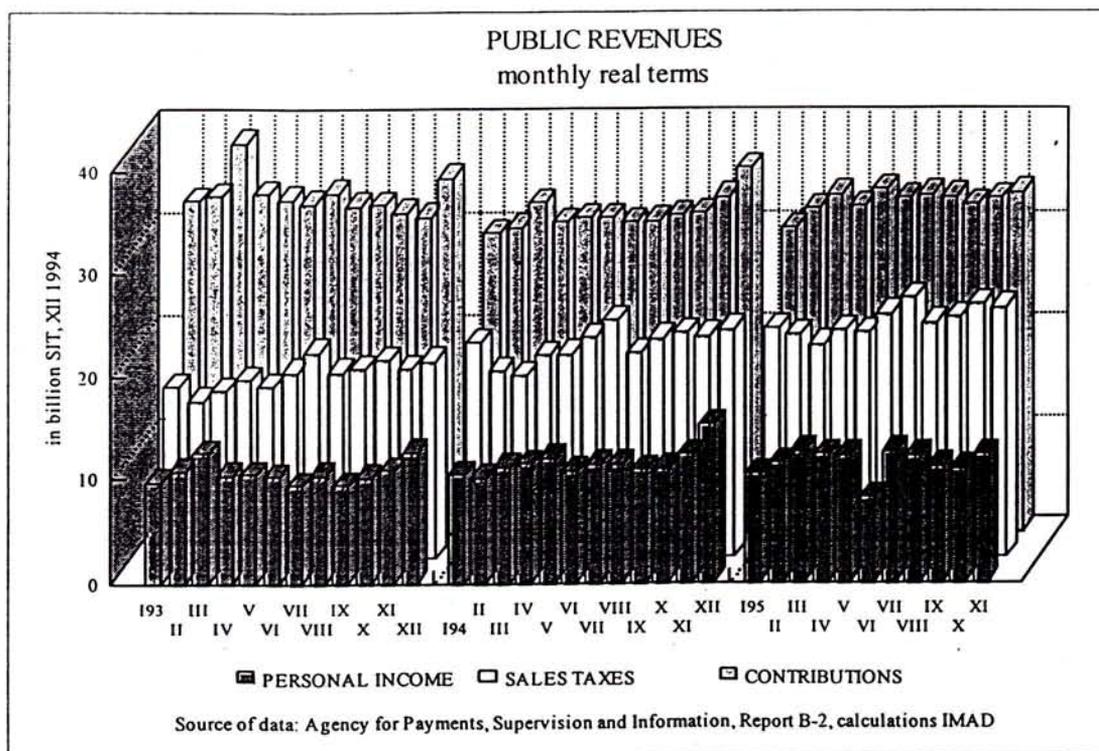


Monthly Labour Demand Indicators	in 000			growth in %		
	I-XII 1994	I-X 1995	X 1995	X 95/ IX 95	X 95/ XII 94	I-X 95/ I-XII 94
A. Registered labour force (A=B+C+D)	878.7	875.3	871.9	0.2	0.4	-0.4
B. Employed	646.5	643.3	638.3	0.1	-0.2	-0.5
agriculture and forestry	12.4	11.2	8.6	-0.0	-5.1	-9.5
industry and construction	283.3	274.9	269.0	-0.2	-3.8	-3.0
commercial services	166.6	163.3	162.9	0.2	-1.3	-2.0
public services	104.8	105.7	105.7	-0.1	0.2	0.9
public administration	38.2	39.9	40.9	0.6	4.2	4.5
small-scale sector	41.2	48.2	51.3	1.3	24.5	16.9
C. Self-employed and farmers	105.2	111.5	107.9	-0.9	2.6	6.0
D. Registered unemployed	127.1	120.5	125.7	1.8	1.8	-5.1
E. Rate of regist. unemploy.(D/A), in %	14.5	13.8	14.4	1.6	1.3	95.2
F. Inflow in unemployment / 100 employed	1.0	1.1	1.5	-5.4	88.8	104.5
G. Outflow from unemploy. / 100 employ.	1.2	1.1	1.1	6.0	41.2	90.8
H. Job vacancies	12.6	13.3	14.2	-5.8	2.5	2.8

Source of data: Statistical Office of the RS, National Employment Office, Health Information Centre, calculated by IMAD

4.6. Finances publiques

Les revenus du gouvernement ont cru en 1995 de près de 20% par rapport au niveau de 1994, et de près de 30% par rapport à la moyenne 1994. Cette augmentation est due principalement à la croissance plus rapide que la moyenne des impôts sur le revenu personnel, aux indemnités encaissées pour des changements fonctionnels sur les terrains agricoles et des compensations pour l'utilisation de terres constructibles. Les revenus des contributions à la sécurité sociale ont augmenté également (environ 3%), ainsi que les taxes à l'importation en général (près de 9%). Sur cette base, les prévisions de croissance des revenus du gouvernement ont été surpassées.

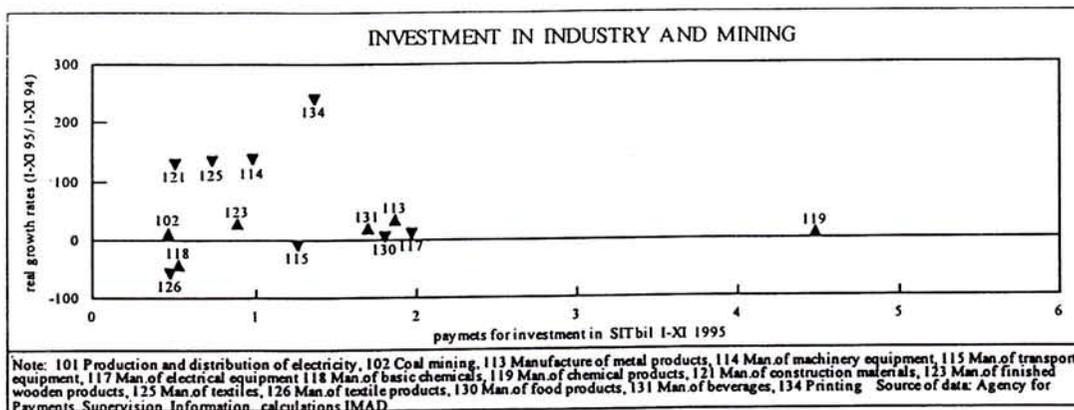


General Government Revenue, growth in %	in mil SIT		XI 1995/ X 1995	XI 1995/ XII 1994	I-XI 95/ I-XI 94	structure I-XI 1995
	I-XI 1995	XI 1995				
Corporate income tax	11,812	1,167	3.1	-14.0	-13.7	1.3
Personal income tax	131,896	13,331	13.9	-13.3	16.2	14.9
Sales taxes on goods, services	262,386	26,164	0.0	18.0	26.0	29.6
Customs duties, other import taxes	71,769	7,489	-9.2	45.4	20.9	8.1
Social security contributions	369,233	35,728	3.0	0.0	18.3	41.7
Other revenue	37,946	4,618	22.7	-6.4	14.8	4.3
Total revenue	885,042	88,497	3.3	4.5	19.6	100.0

Source of data: Agency of the Republic of Slovenia for Payments, Supervision and Information, Report B-2

4.7. Investissements nationaux

Les investissements payés pour le secteur économique ont cru de 21.6% pour les onze premiers mois de 1995, alors que ceux de l'industrie et des mines n'ont augmenté que de 9.9%. En 1995, les augmentations les plus importantes de ce secteur ont été enregistrées dans la construction navale, le recyclage, les textiles, l'imprimerie, la construction d'équipements industriels et pour le bâtiment. Les investissements du secteur de production et distribution de l'électricité ont également augmenté. Le recul le plus important dans les paiements réels est le fait de l'industrie de carrières de pierre et de sable, des activités de sellerie et de fourrure, ainsi que des secteurs du fer, du métal et du tabac. Ces activités ne totalisent que 7% des paiements réels investis dans l'industrie. Notons encore que près de 30% des investissements consentis dans l'industrie a été financée par des prêts bancaires, contre seulement 17.4% dans le secteur économique (en 1994, respectivement 21% et 15.3%).

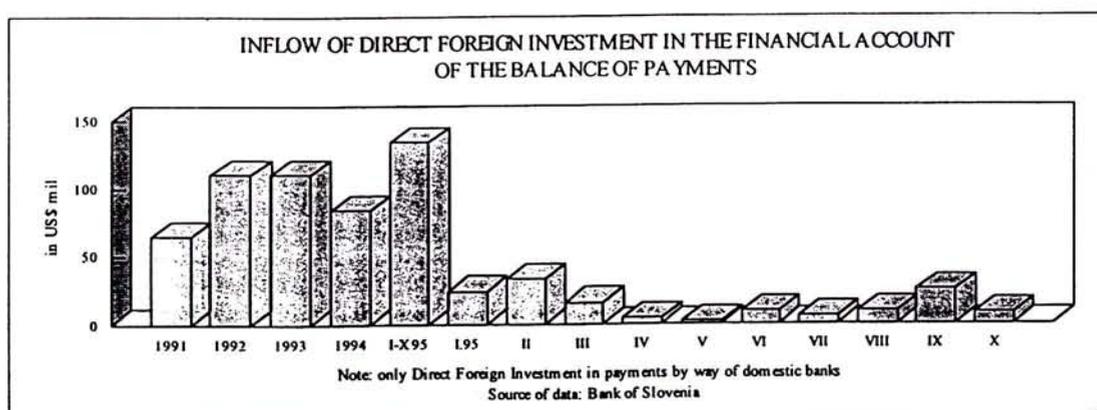


Payments for Investment, growth in %	I-XI 1995 in mil SIT	I-XI 95/ I-XI 95	I-XI 95/ av. 1994	structure	
				I-XI 95	I-XI 94
Total	136,476	21.6	7.4	100.0	100.0
Payments from economic sector	114,769	27.5	14.7	84.1	80.2
Manufacturing and mining	21,270	10.9	18.5	15.3	22.5
Energy intensive branches	2,187	-32.7	-33.8	1.6	2.9
Electrical equipment, machinery	6,128	23.1	20.9	4.5	4.4
Traditional branches	7,136	5.6	3.7	5.2	6.0
Food industry	3,630	26.1	4.1	2.6	3.0
Other	2,189	34.8	124.0	1.4	0.8
Production, distribution of electricity	6,434	5.9	4.1	4.7	5.4
Miscellaneous	87,065	35.6	33.1	46.1	52.3
Payments from non-economic sector	21,707	2.5	-19.4	15.9	19.8

Source of data: Agency of the Republic of Slovenia for Payments, Supervision and Information (APPNI), calculations IMAD

4.8. Investissements étrangers

Plus de 90% des investissements étrangers directs en Slovénie sont en mains de cinq investisseurs majeurs. La position importante de la Croatie est due à une situation héritée à l'indépendance, soit une participation dans l'énergie nucléaire. La France est majoritairement présente par Revoz, filiale de Renault France. A l'exception de l'énergie, la grande majorité des investissements va à la fabrication de biens, et plus particulièrement à l'automobile, au papier et aux équipements électriques, concentrés dans quelques projets de grande envergure. Les 80% de ces investissements ne contribuent cependant que pour 30% de la fabrication industrielle en Slovénie. La propriété étrangère de société industrielle se concentre dans le tabac (Reemsta), l'industrie du papier (Sarrio, Brigl & Bergmeister), l'automobile (Renault) et le traitement de métaux non-ferreux (Pfeiderer).

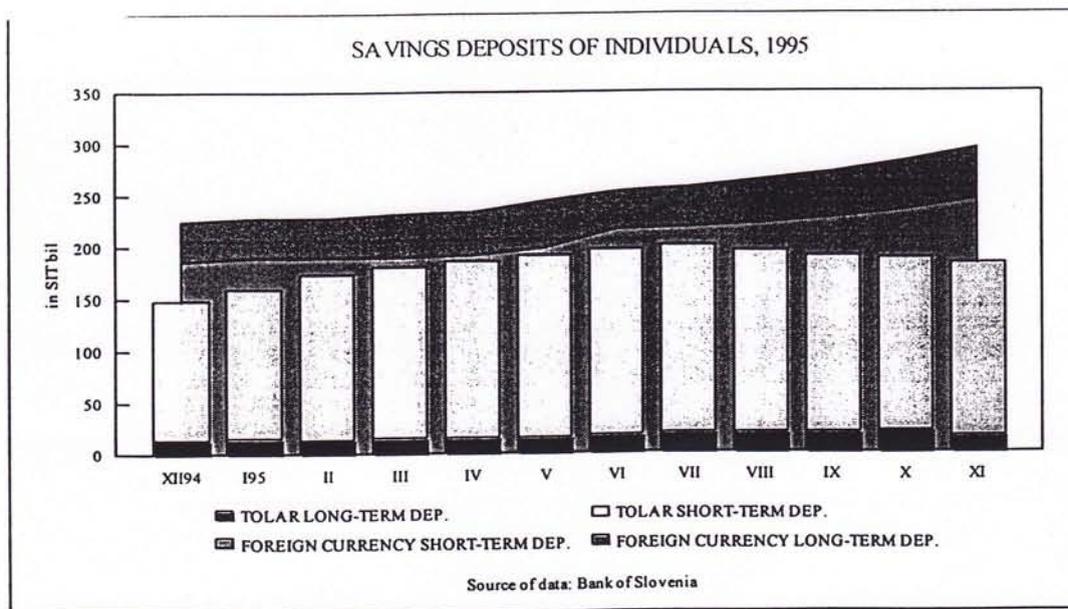


Financial inflow of Direct Foreign Investment ¹ , as at end of 1994	value, in US\$ mil	structure in %
Investors: Croatia	397.8	31.7
Austria	250.4	20.0
Germany	194.9	15.5
France	178.4	14.2
Italy	125.5	10.0
Other countries	106.6	8.5
DFI by kind of activity: Industry and mining	939.6	75.0
Transport and communication	13.2	1.1
Trade	112.3	9.0
Financial, technical and business services	168.4	13.4
Other	20.1	1.6
Total	1,253.6	100.0

Source: BS, revised methodology. Note: ¹DFI = foreign share in equity capital+net claims to foreign investor

4.9. Monnaie et liquidités

A fin novembre, les emprunts à court et long terme ont pris leur essor à 38%. En novembre, tous les agrégats monétaires contrôlés par la Banque de Slovénie - (monnaie de base, M1, M2, M3), excepté la monnaie en circulation - ont augmenté nominalement. La liquidité disponible dans les banques était satisfaisante. La croissance réelle des dépôts en banque a été soutenue par les dépôts en monnaie étrangère, les dépôts en tolar sont restés stables. A fin 1995, les disponibilités ont cru considérablement dans les secteurs économiques et publics. Les personnes privées ont continué à épargner, donnant cependant une préférence aux devises étrangères (+2.9%) par rapport au tolar (-2%). L'augmentation des revenus en 1995 n'a pas eu d'effet spectaculaire sur l'épargne privée. La sensibilité de la population face aux fluctuations de change est claire, accentuée par la dépréciation du tolar. Les mesures prises par la Banque de Slovénie pour rendre hebdomadaires les adaptations au marché des changes devraient cependant rendre le tolar plus attractif.



Loans in 1994 - Growth and Structural Change	structure 31. XII 1994		structure 31. XI. 1995		XI 1995/ XII 1994
Total loans	100.0		100.0		49.3
Loans to economic sector	64.6	100.0	65.0	100.0	50.2
short-term loans	42.2	65.3	41.4	63.6	46.3
long-term loans	22.4	34.7	23.6	36.4	57.4
Loans to other	35.4	100.0	35.0	100.0	47.9
short-term loans	11.0	31.1	7.2	20.4	-2.6
long-term loans	24.4	68.9	27.8	79.6	70.6

Source of data: Bank of Slovenia.

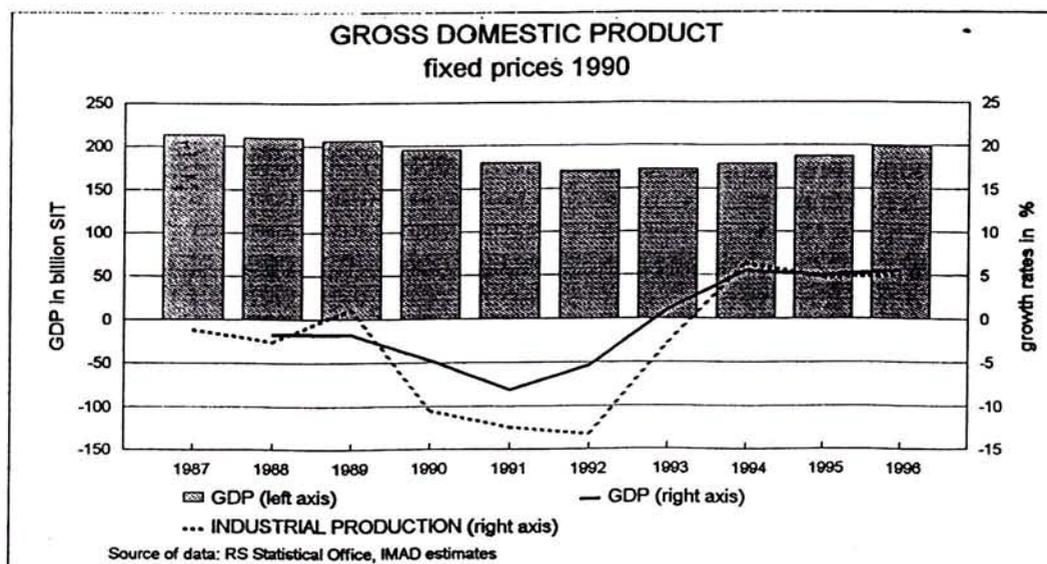
5. Synthèse et projections pour 1996

5.1. Position initiale et direction de l'économie politique

La stratégie pour le développement économique de la Slovénie, adoptée par le gouvernement en 1995, contient deux scénarios en fonction de l'évolution du cadre économique d'ici l'an 2000. Le premier scénario (positif) escompte un environnement international favorable, permettant et encourageant une rapide intégration de la Slovénie dans l'Europe Communautaire. La croissance économique serait alors de 5.5% par année, assurant à la Slovénie une rapide adaptation aux standards européens, particulièrement pour la qualité de son économie et pour le niveau de vie de la population. L'autre scénario est nettement moins favorable. Il tient compte d'un environnement économique international instable, avec toutes les conséquences négatives possibles sur la petite économie slovène. Les deux scénarios supposent que la politique économique nationale s'adapterait sensiblement aux conditions extérieures et utiliserait les instruments macro-économiques à disposition pour atteindre et garder un niveau d'épargne et un environnement pour les affaires des entreprises favorables au développement.

Les prévisions sur les tendances économiques dans l'économie internationale semblent confirmer qu'un environnement favorable va persister dans les principaux pays partenaires de la Slovénie. D'un autre côté, l'analyse des tendances économiques nationales de 1995 montre quelques écarts sur le long terme par rapport à l'accomplissement du scénario positif de la stratégie économique nationale. La politique économique en 1995 n'a pas pu assurer une balance économique en faveur de l'épargne nationale brute. L'augmentation des salaires bruts et des dépenses des finances publiques en 1995 a compensé la productivité améliorée, si bien que l'épargne nationale globale reste au niveau de 1994. En 1996, l'épargne nationale brute devrait croître avec le taux de croissance de l'économie. Des décisions de développement importantes ont été reportées à l'après-période de privatisation; de nouvelles initiatives et projets d'investissements devraient donc voir le jour cette année 1996. Cependant, la réalisation de ces projets est subordonnée à une amélioration de leur financement de l'argent frais et de l'épargne, ce qui paraît difficile dans le contexte slovène actuel, spécialement à l'approche des élections.

Ces remarques ne signifient pas que les conditions macro-économiques sont défavorables et que tout développement est à exclure. Elles indiquent cependant que les événements de 1995 n'ayant pas été marqués par une avancée extraordinaire selon le scénario positif de la stratégie gouvernementale, la politique économique de cette année devrait être corrigée en conséquence, dans le but de réduire cette déviation.



En 1996, le gouvernement a projeté dans le cadre de son budget une croissance économique de 5% et une croissance de l'emploi de 1%, et a entrepris en même temps de soutenir activement une politique permettant d'atteindre ces objectifs. Il devrait ainsi d'abord mettre en oeuvre une stratégie de soutien à l'exportation, en même temps qu'il tente d'équilibrer les principaux indicateurs macro-économiques. Les politiques visant à réduire l'inflation et les coûts du travail, ainsi qu'une ouverture active sur les marchés étrangers (en recherchant l'intégration économique de la Slovénie) devraient améliorer la compétitivité de l'économie slovène vis-à-vis des marchés étrangers, et assurer la croissance des exportations de biens et de services. En parallèle à une amélioration de la demande extérieure, la croissance de la demande domestique en termes réels donnerait l'équilibre recherché par le

gouvernement. Ce dernier devrait continuer à mettre en place un environnement favorable aux affaires en soutenant la croissance des investissements, en achevant le programme de privatisation et en développant les marchés financiers.

Dans ce contexte, une priorité absolue a été la recherche de l'équilibre budgétaire, la stabilité des prix ne pouvant pas être assurée avec un déficit public important. Grâce à une concertation avec les partenaires sociaux pour la définition des niveaux de salaires et des charges sociales, ainsi qu'à la maîtrise de la balance entre revenus et dépenses sociales et de santé, le parlement a, comme déjà évoqué, accepté une proposition de budget public sans déficit. On le voit, la politique sociale est, une fois de plus au centre de toutes les préoccupations, mais reste traitée ici en rapport direct et réaliste avec les autres composantes macro-économiques.

L'approbation d'un budget sans déficit avec un gouvernement de coalition peut être considéré comme un coup de génie du Premier Ministre.

5.2. Projection des objectifs du développement économique en 1996

D'après les prévisions de l'OCDE, le climat favorable de l'économie internationale va perdurer en 1996. Cette année, la croissance économique devrait atteindre en moyenne 2.7% pour les pays de l'OCDE. L'emploi devrait croître dans tous les pays, réduisant le taux de chômage à environ 11%, l'inflation restant à un niveau bas. La demande d'importation de ces pays devrait augmenter de quelque 7.2% cette année. En ce qui concerne les principaux partenaires de la Slovénie, ce taux devrait être pour la France de 8.6%, l'Italie de 10.1% et l'Autriche de 6.2%.

Dans un contexte de croissance généralisée dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, le moteur le plus important restera les exportations, alors que l'inflation et le chômage continueront d'être les grandes préoccupations (avec l'exception de la République Tchèque qui maîtrise les deux). La région attend une croissance moyenne d'environ 4%, l'inflation quant à elle devrait être réduite, surtout en Bulgarie, en Roumanie et en Russie.

En regard de ces estimations, le taux de croissance du marché des principaux partenaires commerciaux devrait croître d'au moins 7%. On peut également s'attendre à des effets positifs en direction de l'Europe Centrale et de l'Est, notamment par la mise en vigueur d'accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux avec cette zone. Par ailleurs, les négociations en cours pour des accords bilatéraux avec des membres de la Communauté Européenne seront poursuivis, comme avec d'autres pays tels que Israël. Des accords commerciaux devraient également voire le jour avec les pays de l'ex-Yougoslavie.

Dans ce contexte les exportations resteront un facteur important de croissance pour cette année en Slovénie. Un taux de 7% de croissance en termes réels est attendu pour l'exportation de biens et services, décomposé par une part de 6% pour les biens et une part de 9% pour les services. Quant aux importations, elles devraient croître d'environ 6.5%, l'importation de biens de consommation restant faible par rapport à celle de biens intermédiaires et d'investissement. La balance commerciale devrait ainsi offrir un déficit de près de US\$ 730 millions (1995 US\$ 670 millions).

Pour ce qui est de l'emploi, il faut noter que le processus de restructuration du personnel, propre à la période de transition de l'économie slovène et qui a représenté une réduction de plus de 225'000 postes de travail, est maintenant achevée pour une très grande part. Ce processus sera totalement clos avec la fin des privatisations. Pour 1996, il faut donc s'attendre à une poursuite des réductions de poste, particulièrement dans l'industrie, comme nous l'avons vu plus tôt. Grâce aux mesures fiscales prévues, le taux d'emplois non-déclarés devrait diminuer. L'un dans l'autre, l'emploi à temps complet devrait progresser de 1%, tandis que la productivité devrait s'améliorer de 4%. Le taux de chômage devrait se situer aux alentours de 13% à la fin de cette année. Dans la projection des salaires pour 1996, les indicateurs poussent à croire que le revenu total brut devrait augmenter à un taux de 1% inférieur à celui du produit intérieur brut. Les revenus des finances publiques devraient croître en 1996 de 3.8% en termes réels, tandis que leur part dans le produit intérieur brut se réduirait à 46.2%. En conséquence, les dépenses publiques augmenteront en 1996 de 2.8% en termes réels.

Au vu de ces projections, la composante la plus importante de la croissance de la demande domestique continuera d'être la demande d'investissements. La croissance rapide, autour de 11%, de l'investissement en capital fixe sera possible si la consommation privée et publique reste régulière, et si les salaires restent maîtrisés. De nouveaux investissements restent la condition majeure d'un développement à long terme. La nécessité d'adapter constamment la productivité aux besoins changeants du marché et d'offrir une plus-value technologique sont aussi des conditions du succès. Dans cette optique, un budget équilibré de l'Etat permet de réduire les charges sociales et par conséquent d'améliorer la productivité. Une meilleure disponibilité financière des entreprises pourrait alors bénéficier à de nouveaux investissements, à la recherche et au développement. La maîtrise de tous ces éléments permettra probablement à la Slovénie de continuer à maintenir son économie à un niveau proche de celui des pays membres de la Communauté européenne.

En conclusion, le souci du gouvernement reste d'encourager par tous les moyens l'entreprise implantée en Slovénie, qu'elle soit d'origine locale ou étrangère. Cette attitude volontariste doit être saluée, sans bien sûr réduire l'action de tout un gouvernement à l'activité d'un chef d'entreprise. Car ceux qui ont vu dans cet exposé un plaidoyer aveugle en faveur du marché et de l'entreprise libres ne m'ont pas compris. Il s'agit uniquement de réaliser qu'aucun système d'échanges de biens et de services ne peut réellement générer de la plus-value à ses acteurs (employeurs et employés), si ceux-ci ne rencontrent pas l'environnement où ils peuvent réaliser leurs opérations et s'épanouir.

Certains traiteront ce raisonnement de simpliste, mais n'est-ce pas dans ce principe que l'on trouve la source de ce qui est l'essence de toute activité: la vie?

JOURNAL DE GENÈVE

— et Gazette de Lausanne —

Dans le cadre du FORUM-AIESEC '96

Conférence d'ouverture

Monsieur Jürg Staeubli

Administrateur délégué de J.S. Holding

SLOVENIE :

Les conditions du succès économique

Lundi 29 janvier 1996

17h15

Auditoire 263, BFSH1

La conférence est ouverte à tous et sera suivie d'un débat

AIESEC 

FORUM
96